

Affaires courantes

L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Madame la Présidente, j'ai également une pétition très volumineuse de 107 pages, réunissant 1 207 signatures, dont les pétitionnaires signalent à la Chambre un plan d'action en 10 points proposé par la Fédération de l'industrie minière du Canada afin de préserver l'industrie minière canadienne. Encore une fois, je souscris très vigoureusement à cette pétition.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Madame la Présidente, j'ai en outre reçu une pétition de 11 pages réunissant 144 signatures.

Je ferai remarquer qu'elle provient de ma circonscription, et plus spécialement d'une très petite localité dont les habitants se préoccupent vivement des mesures de contrôle très restrictives que propose le gouvernement. Encore une fois, j'appuie la pétition.

LA PEINE CAPITALE

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Enfin, madame la Présidente, je trouve également très encourageant de présenter une dernière pétition. Je fus en effet très étonné de trouver sur mon bureau cette pétition de 66 pages réunissant plus de 1 400 signatures.

Les pétitionnaires demandent la tenue d'un référendum national où tous les Canadiens seraient invités à se prononcer sur la question de la peine capitale et dont les résultats auraient force obligatoire. Telle est la position du Parti réformiste et telle est certainement ma position. J'appuie donc complètement cette pétition.

LES MINES

L'hon. Roger Simmons (Burin—Saint-Georges, Lib.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter une pétition. Les pétitionnaires, qui habitent diverses localités de Terre-Neuve et du Labrador, ont signé par centaines cette pétition qui rappelle que l'industrie minière est le principal employeur dans plus de 150 localités. Elle signale que le climat est si peu propice aux investissements au Canada que l'industrie minière doit chercher de nouvelles possibilités ailleurs.

• (1520)

Les signataires demandent au Parlement de prendre des mesures propres à stimuler l'emploi dans ce secteur, à promouvoir la prospection et à reconstituer les réserves minières du Canada.

C'est avec empressement que j'appuie cette pétition.

LES DÉLINQUANTS DANGEREUX

Mme Jan Brown (Calgary—Sud—Est, Réf.): Madame la Présidente, je prends la parole, comme je le ferai tous les jours d'ici au 11 avril 1995, pour présenter des pétitions. Le 11 avril est la date fixée pour l'audition de la demande de Robert Paul Thompson, qui souhaite obtenir une libération accélérée.

Les pétitionnaires que je représente veulent que nos rues soient plus sûres et s'opposent à la libération de délinquants violents avant qu'ils n'aient purgé intégralement leur peine.

Les pétitionnaires demandent que nos rues soient rendues plus sûres pour les citoyens respectueux des lois et les familles des victimes de meurtriers qui ont été reconnus coupables.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

M. Nelson Riis (Kamloops, NPD): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition qui résulte du projet de loi C-55 et des efforts déployés par MM. Doug Collins, Nick Carter et Daniel Earl. Cette pétition est signée par des habitants de la belle ville de Kamloops.

Les pétitionnaires, révoltés par la tragédie dont a été victime Melanïe Carpenter, demandent des modifications au système de justice du Canada, y compris la garantie que les délinquants sexuels violents soient incarcérés suffisamment longtemps et, au besoin, à perpétuité, pour rendre nos rues et nos quartiers à nouveau sûrs.

C'est là la première de nombreuses pétitions à venir. Jusqu'à maintenant et au cours des derniers jours seulement, on a déjà recueilli plus de 3 000 signatures de citoyens qui demandent que soit modifié notre système de justice pénale.

LES DROITS DE LA PERSONNE

Mme Sue Barnes (London—Ouest, Lib.): Madame la Présidente, je prends aujourd'hui la parole pour présenter trois pétitions différentes signées par des gens de ma circonscription et d'ailleurs et concernant la discrimination et l'orientation sexuelle.

Les pétitionnaires demandent, entre autres choses, de modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne de manière à y interdire la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

Je partage tout à fait cette façon de voir et je crois qu'il est temps d'inclure des dispositions à ce sujet dans nos lois.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. Jim Hart (Okanagan—Similkameen—Merritt, Réf.): Madame la Présidente, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui à la Chambre des communes.

Dans la première, 558 électeurs d'Okanagan—Similkameen—Merritt disent ceci: «Nous, résidents d'Okanagan—Similkameen—Merritt, attirons l'attention de la Chambre sur ce qui suit: le ministre des Finances ayant déclaré qu'il pourrait modifier les règles concernant les REER et les pensions et imposer les avoirs ou le revenu provenant de ces régimes, nous demandons que le Parlement s'oppose à toute tentative de nuire à notre capacité d'assurer notre retraite en imposant les avoirs ou le revenu provenant des REER et des régimes de pension.»

Le message est clair, madame la Présidente: Qu'on ne touche pas à nos REER ou à nos régimes de pension.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Jim Hart (Okanagan—Similkameen—Merritt, Réf.): Madame la Présidente, la deuxième pétition est signée par 86 résidents d'Okanagan—Similkameen—Merritt. Je souligne que, jusqu'ici, 1 271 électeurs de ma circonscription ont signé cette pétition dans laquelle ils demandent que la Chambre des communes s'oppose à toute autre mesure législative favorisant l'acquisition et la possession d'armes à feu et qu'elle prévienne des lignes directrices rigoureuses et une condamnation obligatoire